

Les Sénégalais disent "oui" au quinquennat

APA, 23-03-2016 RÃ©fÃ©rendum constitutionnel au SÃ©nÃ©gal: Le Oui l'emporte avec 62,14% des voix (Commission) Dakar (SÃ©nÃ©gal) - Le Oui a remportÃ© le rÃ©fÃ©rendum constitutionnel du 20 mars 2016 au SÃ©nÃ©gal, avec 62,14% de contre 37,86% pour le Non, selon les rÃ©sultats provisoires publiÃ©s, mercredi Ã Dakar, par la Commission nationale de recensement des votes de la Cour d'Appel de Dakar.

"Pour ce scrutin, il y avait 5.709.090 inscrits. 2.184.311 Ã©lecteurs ont votÃ©, et il y a eu 19.644 bulletins nuls. Le nombre de suffrages valables exprimÃ©s est de 2.164.667", a expliquÃ© Demba Kandji, prÃ©sident de la Cour d'Appel de Dakar. ajoute qu'Ã l'issue du scrutin, le Oui a obtenu 1.357.412 voix, soit 62,14%, et le Non a obtenu 807 255 voix, soit 37,86%. Le taux de participation est estimÃ© Ã 38,26%. Quelque 5 496 406 Ã©lecteurs Ã©taient appelÃ©s aux urnes pour ce scrutin. Ils Ã©taient rÃ©partis dans 12.381 bureaux de vote pour dÃ©partager les deux camps qui s'opposent, le Oui (pouvoir et alliÃ©s) et le Non (opposition et sociÃ©tÃ© civile). Les partisans du Non (opposition et sociÃ©tÃ© civile) dÃ©noncent le projet rÃ©forme estimant qu'il promeut l'homosexualitÃ©, remet en cause la laicitÃ© et est dÃ©pourvu de son sens aprÃ©s de la non application au mandat prÃ©sidentiel en cours de la rÃ©duction de sa durÃ©e de 7 Ã 5 ans, etc. De son cÃ´tÃ©, le camp du Oui (pouvoir et alliÃ©s) estime que cette rÃ©forme constitutionnelle va renforcer la dÃ©mocratie en permettant, entre autres, la modernisation du rÃ©le des partis politiques dans le systÃ©me dÃ©mocratique, la participation des candidats indÃ©pendants Ã tous les types d'Ã©lection, la promotion de la gouvernance locale et du dÃ©veloppement territorial par la crÃ©ation du Haut Conseil des CollectivitÃ©s locales. Il s'agit aussi de la reconnaissance de nouveaux droits aux citoyens : droits Ã un environnement sain, droit sur leur patrimoine foncier et leurs ressources naturelles, le renforcement de la citoyennetÃ© par la consÃ©cration de devoirs du citoyen et la restauration du quinquennat pour le mandat prÃ©sidentiel. Ã